

Tour d'Europe des campagnes électorales en vue des élections européennes (4-7 juin 2009)

Enquête réalisée sous la direction de **Corinne Deloy** par Anne-Lise Barrière (Comité d'études des relations franco-allemandes, Cerfa), Barbara Bethaeusser-Conte, Spyros Blavoukos (Université d'économie d'Athènes), Vivian Boer (Ecole de français EF, Paris), Silvia Bolgherini (Université Federico II de Naples), Maartje ten Brummelaar (Université d'Utrecht), Jacob Christensen (Université du Danemark du Sud), Keith Demicoli, Elena Gonzalo, Olga Gyarfassova (Institut des Affaires publiques, Bratislava), Miro Haček (Faculté des sciences sociales, Université de Ljubljana), Marjeta Hocevar (Faculté des sciences sociales, Université de Ljubljana), Alenka Krasovec (Faculté des sciences sociales, Université de Ljubljana), Stasys Kropas (Université de Vilnius), Rodolphe Laffranque (Université de Tartu, blog : <http://estonie-au-quotidien.over-blog.com>), Damjan Lajh (Faculté des sciences sociales, Université de Ljubljana), Helen Levy, Mirabela Lupaescu, Fabio Machado (Ecole de français EF, Paris), Michaela Marksova, Aoife Roche, Andris Runcis (Département des sciences sociales, Université de Lettonie), Aleksandra Saczuk (Fondation polonaise Robert Schuman de Varsovie), Michael Sorenstam, Dominika Tomaszewska, Csilla Végh et Aija Zobena (Département des sciences sociales, Université de Lettonie).

Allemagne

Date du scrutin : 7 juin (élections régionales et municipales partielles le même jour)

Nombre de députés à élire : 99

L'année 2009 est une « super année » électorale pour les Allemands qui en un an devront voter pour des élections législatives, régionales, municipales, européennes et même présidentielle (le 23 mai prochain par le Parlement). Le 7 juin, jour du scrutin européen, des élections municipales auront d'ailleurs lieu en parallèle dans les Länder de Bavière, de Saxe et de Rhénanie-Palatinat.

64 millions d'Allemands sont appelés aux urnes dont 4,3 millions pourront voter pour la première fois. La participation sera, comme dans les autres pays européens, le plus grand défi à relever. Selon un sondage commandé par les institutions européennes, seulement 44% des Allemands sont avertis du fait que le Parlement européen sera élu cette année et 43% disent vouloir se rendre aux urnes.

31 partis politiques et associations se soumettent au verdict des citoyens, une première dans l'histoire du pays. Les plus importants sont Die Linke (Parti de gauche) dont la liste est conduite par Lothar Bisky, le SPD (Parti social-démocrate) emmené par Martin Schulz, président du groupe des socialistes européens au Parlement européen depuis 2004, die Grünen (les Verts) emmenés par Rebecca Harms et Reinhard Bütighofer, le FDP (Parti libéral-démocrate) dont la tête de liste est la jeune économiste Silvana Koch-Mehrin, la CDU (Union démocrate-chrétienne) emmenée par l'actuel président du Parlement européen Hans-Gert Pöttering, et la CSU (Union sociale-chrétienne) conduite par Martin Ferber.

Enfin, les Freie Wähler (Electeurs libres), qui avaient précédemment déclaré qu'ils ne concourraient pas à ces élections européennes, seront bel et bien présents. Cette formation regroupe les déçus de la CSU et a recueilli 10,2% des suffrages et 21 sièges aux élections régionales de Bavière en septembre 2008. Leur liste sera conduite par

Gabriele Pauli, ancienne députée régionale de la CSU qui, en octobre 2006, avait accusé le ministre président bavarois de l'époque, Edmund Stoiber, de l'avoir fait espionner, mettant à jour les profondes divisions existant au sein du parti dominant la scène politique bavaroise depuis plusieurs décennies.

Les sujets clés de la campagne électorale des « grands » partis sont, sans surprise, le traité de Lisbonne, le processus d'élargissement et la justice sociale. La CDU a fondé sa campagne électorale « Une Europe forte – un avenir sûr » sur le maintien du principe de subsidiarité, l'opposition à une harmonisation poussée de la politique sociale et à l'intégration de la Turquie dans l'Union (elle est favorable à un partenariat privilégié). La CDU réclame une pause dans le processus d'élargissement après l'adhésion de la Croatie. La CSU demande l'organisation de référendums pour tout prochain élargissement de l'Union. L'Allemagne ne connaît pas la procédure référendaire, celle-ci n'étant pas prévue dans sa Constitution.

Le Parti social-démocrate (SPD) met l'accent sur le besoin d'une Union sociale européenne, qu'il faudrait créer à côté de l'Union économique et monétaire, et l'établissement d'un Pacte de stabilité sociale à l'échelle européenne. Le Parti libéral démocrate (FDP) est favorable à une réduction de la bureaucratie et s'oppose à la création de tout impôt à l'échelle européenne comme à une Europe sociale. Les Verts demandent un approfondissement de l'Union, une politique sociale européenne et l'organisation de référendums à l'échelle européenne. Le Parti de gauche (Die Linke), seule formation parlementaire à avoir voté contre le traité de Lisbonne, demande un référendum sur ce sujet. Le parti réclame le remplacement du Pacte de stabilité et de croissance par un Pacte pour le développement durable, le plein-emploi, la sécurité sociale et la protection de l'environnement.

Ces élections européennes revêtent une importance particulière en Allemagne puisque ce scrutin se déroule 3 mois avant les élections législatives du 27 septembre. La CDU reste en tête des sondages avec 35% des voix pour 23% au SPD. Le Parti libéral-démocrate est en hausse avec 16% des suffrages, le Parti de gauche est crédité de 11% des voix et les Verts de 10%.

Autriche

Date du scrutin : 7 juin

Nombre de députés à élire : 17

La liste du Parti social-démocrate (SPÖ) sera conduite par Hannes Swoboda, actuelle vice présidente du Parti socialiste européen (PSE) au Parlement européen, qui occupera cette position de tête de liste pour la 3^e fois (1999 et 2004). L'objectif avoué du Parti social-démocrate est de conserver la pôle position sur la scène politique. Le parti au pouvoir a centré son programme sur les enjeux économiques et sociaux et met l'accent sur « la défense des faibles » dans la crise économique.

La liste du Parti populaire (ÖVP) sera conduite par l'ancien ministre de l'Intérieur Ernst Strasser, président d'Hilfswerk, une ONG basée en Basse-Autriche, suivi d'Othmar Karas. Le choix d'Ernst Strasser conduit les analystes politiques à penser que le Parti populaire s'apprête à mener une campagne « dure » en faveur de davantage d'ordre et d'une réduction de l'immigration. L'ÖVP tente également de s'imposer comme étant la mieux à même d'œuvrer pour le pays dans le futur Parlement européen dont la majorité devrait rester entre les mains du Parti populaire européen (PPE), groupe auquel elle appartient.

Les Verts pourraient souffrir de l'absence de Johannes Vogenhuber, tête de liste en 2004 mais grand absent de la liste écologiste cette année. Ils seront emmenés par Ulrike Lunacek, actuelle porte-parole des Verts européens. Le parti écologiste se bat contre la reconduction de José Manuel Barroso à la tête de la Commission européenne. Il réclame également une révolution énergétique et l'établissement d'un système d'assurance sociale minimum dans l'Union.

Le Parti libéral (FPÖ) a choisi Andreas Mølzer et fera campagne sur la crise économique. Sa tête de liste souhaite une plus grande coopération entre les partis de droite en Europe et s'est dit favorable à une collaboration entre son parti et la Ligue du Nord (LN) italienne. Andreas Mølzer a indiqué que le Parti libéral pourrait rejoindre le groupe de

l'Union pour une Europe des nations (UEN) après les élections européennes. Enfin, l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ) devrait désigner Ewald Stadler comme tête de liste, ce choix n'a cependant pas été encore officialisé. Le parti a prévu de conduire une campagne centrée sur le chômage et le social. Son leader Heinz-Christian Strache a indiqué que son parti défendrait la souveraineté, l'identité et la neutralité de l'Autriche. Enfin, Hans-Peter Martin a finalement décidé de se présenter au scrutin européen avec sa propre liste. Ancien eurodéputé du Parti social-démocrate, l'euroseptique Hans-Peter Martin avait obtenu 14,04% lors des dernières élections de 2004.

Selon les dernières enquêtes d'opinion, le Parti social-démocrate recueillerait 31% des suffrages, juste devant le Parti populaire (30%). Ces deux formations seraient suivies du Parti libéral, 16% des Verts 10%, de la Liste Hans-Peter Martin 8% et de l'Alliance pour l'Autriche, 5%.

Belgique

Date du scrutin : 7 juin (élections régionales le même jour)

Nombre de députés à élire : 22

7 752 878 électeurs sont conviés aux urnes pour les élections européennes le 7 juin. Le nombre d'électeurs européens non Belges s'élève à 63 248, soit 10,69% du nombre potentiel de ces électeurs (591 914). Le même jour, les Belges sont également appelés à voter pour des élections régionales.

12 listes ont été officiellement enregistrées par le collège français. Le Parti socialiste (PS) sera emmené par Jean-Claude Marcourt, le Mouvement réformateur (MR) par le Commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire Louis Michel et le Centre démocrate humaniste (CDH) par Anne Delvaux qui figurera également en 2^e position sur la liste du Brabant wallon pour les élections régionales. La sénatrice a cependant annoncé qu'elle choisira l'Europe si elle est élue sur les deux listes.

La liste Front national (FN) emmenée par le secrétaire général Patrick Sessler, qui avait été tout d'abord rejetée, a finalement obtenu les 280 signatures manquantes sur les 5 000 nécessaires pour se présenter. En revanche, la liste Belgique, soyons positifs et la deuxième liste FN présentée par Nicotra n'ont pas été retenues, n'étant pas parvenues à recueillir les signatures indispensables avant le 16 avril. Fait amusant : Tine Van Rompuy, sœur du Premier ministre, figure en 3^e position sur la liste d'extrême gauche du Parti du travail (PTB +). Toujours à l'extrême gauche et du côté francophone, le Parti socialiste de lutte (PSL), présentera aux européennes une liste conjointe avec la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) Du côté flamand, son équivalent s'appelle le Linkse Socialistische Partij (LSP).

11 listes ont été enregistrées auprès du collège néerlandais. Elio di Rupo, président du Parti socialiste francophone (PS), a appelé les Belges à combattre la « pensée unique libérale ». Il s'oppose à un second mandat de José Manuel Barroso à la tête de la Commission européenne. Il réclame que des élections législatives soient également organisées le 7 juin prochain avec les scrutins régional et européen. « Les cinq années à venir, je souhaite pousser l'Europe de l'avant en tant que député européen » a déclaré l'ancien Premier ministre Guy Verhofstadt au congrès de lancement de campagne de son parti, les Libéraux et démocrates flamands (VLD). Selon lui, le scrutin du 7 juin portera sur une question simple : « Souhaitons-nous plus d'Europe ou au contraire retomber dans le nationalisme et le protectionnisme ? ». Jean-luc Dehaene conduira la liste du Parti démocrate-chrétien flamand (CD&V) de l'actuel Premier ministre Herman Van Rompuy. Enfin, le sénateur populiste Jean-Marie Dedecker, ancien sélectionneur de l'équipe belge de judo, occupera la première place de sa liste (Liste Dedecker, LDD) aux élections européennes. Il a cependant annoncé qu'il ne siégerait pas à Strasbourg et laisserait sa place au 3^e de la liste, également premier suppléant, Derk Jan Eppink.

7 partis seront en lice dans le collège germanophone. Mathieu Grosch, le seul eurodéputé germanophone actuel et qui siège au Parlement européen depuis 1994, conduira la liste du CDH, Resi Stoffels la liste du PS, Bernd Gentges la liste du MR et Claudia Niessen la liste Ecolo. La Communauté germanophone du pays (environ 70 000 personnes) conserve son siège à Strasbourg en dépit du rétrécissement de la délégation belge, qui passera de 24 à 22 membres lors de la prochaine législature.

Du côté des sondages, le CD&V est en tête en Flandre (21,9%) suivi par la Liste Dedeker (16,6%) qui devance l'Open VLD (16,3%). En Wallonie, le PS est crédité de 27,2% des suffrages, suivi du MR (24,8%), d'ECOLO (19,7%) et du CDH (18,3%). Enfin, à Bruxelles, le MR domine largement avec 27,9% des voix, suivi du PS (19,6%), d'ECOLO (19,4%) et du CDH (14,5%).

Bulgarie

Date du scrutin : 7 juin

Nombre de députés à élire : 17

Les Bulgares se montrent peu intéressés par le scrutin européen car très intéressés par les prochaines élections législatives qui suivront de près les élections européennes (elles doivent se dérouler au plus tard le 5 juillet). Il faut dire que si les Bulgares estiment dans leur grande majorité que l'appartenance de leur pays à l'Union est une bonne chose, ils ne perçoivent pas encore très bien quel peut être leur rôle dans l'Union. En outre, la modification récente (votée le 14 avril) de la loi électorale (et les nombreux débats sur ce sujet qui ont duré plusieurs semaines) ont contribué à brouiller quelque peu les enjeux des scrutins à venir. Les Bulgares ne savent toujours pas concrètement comment ils voteront en juin prochain, que ce soit pour les européennes ou pour les législatives. Le seuil électoral indispensable pour être représenté a été fixé à 8% pour les coalitions constituées de deux partis politiques ou plus (il était auparavant de 4% pour les partis et les coalitions). Il reste à 4% pour les partis. Pour les forces de l'opposition de droite, cet amendement à la loi électorale est dirigé contre elles et n'obéit à aucun principe politique. Le Président de la République Georgi Parvanov a apposé le 15 avril son veto sur l'amendement fixant un nouveau seuil, y voyant un vecteur d'instabilité politique.

La Bulgarie est durement touchée par la crise économique et a connu plusieurs émeutes l'automne et l'hiver derniers. Retraités, étudiants, fonctionnaires ou encore femmes au foyer, les Bulgares ont violemment exprimé leur mécontentement et demandé au gouvernement d'entendre leurs souffrances et de prendre des mesures pour lutter contre les effets de la crise économique ainsi que contre la corruption qui gangrène le pays. Avec des investissements étrangers d'ores et déjà en recul de 15% à 20%, une inflation qui devrait rester élevée en 2009 (12,2% en 2008, 6,7% prévus en 2009), une balance commerciale très affectée, la marge de manœuvre du gouvernement dirigé par Sergueï Stanichev (Parti socialiste, BSP) est faible. Celui-ci conduit une politique de rigueur budgétaire même s'il a récemment augmenté les retraites et le traitement des fonctionnaires. L'opposition l'a d'ailleurs accusé de laisser filer les déficits en vue du scrutin de juin prochain.

Le Parti socialiste est devancé dans les sondages par le parti non représenté au Parlement Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB) de Boïko Borisov. Les socialistes ont formé une coalition de gauche le 14 avril avec plusieurs autres partis (les Sociaux-démocrates bulgares, le Mouvement de l'humanisme social, l'Union agraire, le Parti rom, le Parti communiste et le Parti patriotique de la nouvelle aube (DAWN)) en vue des élections européennes.

De leur côté, les Forces démocratiques unies (ODS), dirigées par Nadezhda Mikhailova, ont formé une coalition avec le Parti des démocrates pour une Bulgarie forte (DSB) de l'ancien Premier ministre (1997-2001) Ivan Kostov. Celle-ci pourrait prochainement s'ouvrir à d'autres partis comme par exemple Nouvelle démocratie, dissident du Mouvement national pour la stabilité et le progrès (MNSE), parti membre du gouvernement.

Selon les sondages, le GERB devrait arriver en tête aux élections européennes avec 26% des suffrages. Il serait suivi du Parti socialiste (16% des voix), du Mouvement pour les droits et les libertés (MDL) avec 9%, du parti d'extrême droite Ataka (6%) et de la coalition de droite Forces démocratiques unies-Parti des démocrates pour une Bulgarie forte (5%).

Chypre

Date du scrutin : 6 juin

Nombre de députés à élire : 6

525 000 personnes se sont enregistrées sur les listes électorales parmi lesquelles 10 000 sont domiciliées hors de l'île, 1 300 sont des Chypriotes vivants dans la partie nord de l'île (qui sont autorisés à voter pour le Parlement européen pour la première fois), 5 000 des citoyens d'un des 26 autres Etats membres de l'Union et 7 400 des primo votants. La République turque de Chypre du Nord a formulé la demande de voir deux des six sièges chypriotes au Parlement européen revenir à des résidents de la partie nord de l'île, une exigence rejetée par les autorités. Certains ont menacé de porter l'affaire devant la Cour de justice et de réclamer une annulation des élections européennes sur l'île.

Les principaux partis seront présents pour ce scrutin européen. La campagne n'a pas vraiment démarré, les Chypriotes grecs étant pour l'heure davantage intéressés par les résultats des élections législatives du 19 avril dans la République turque de Chypre du Nord. En effet, le Président de la République Demetris Christofias (Parti progressiste des travailleurs, AKEL) élu en février 2008 a repris il y a quelques mois les négociations avec ses homologues du Nord sur la réunification de Chypre après des années de quasi blocage.

Un nouveau parti politique est entré dans la course aux élections européennes, le Mouvement pour la réunification de Chypre (ancien Mouvement de Famagouste libre, fondé en mai 2006), dirigé par Ioannis Karseras. Ce parti se veut non partisan et se bat principalement, comme son nom l'indique, pour la réunification du pays. Il présente, outre Ionnis Karseras, trois candidats : Stelios Diogenous (qui travaille dans le tourisme), Marianna Economides (qui travaille dans l'éducation) et Christos Orphanides (président de l'Union des expatriés grecs du Pont-Euxin, Panayia Soumela).

Danemark

Date du scrutin : 7 juin (référendum sur l'ordre de succession au trône le même jour)

Nombre de députés à élire : 13

Ces dernières semaines, la scène politique danoise a été occupée par les spéculations autour de la candidature puis la nomination du Premier ministre Anders Fogh Rasmussen à l'OTAN. Le 5 avril dernier, le ministre des Finances Lars Loekke Rasmussen est devenu le nouveau Chef du gouvernement danois.

La campagne pour les élections européennes n'a donc pas encore vraiment débuté. A la suite de la crise économique internationale, l'adhésion du Danemark à l'Union économique et monétaire a fait l'objet de débats. Une session du parlement lui a été consacrée en janvier dernier au cours de laquelle le gouvernement a affirmé son soutien à l'adhésion sans toutefois définir de calendrier.

Traditionnellement, le scrutin européen est l'occasion pour les mouvements eurosceptiques (le Mouvement du peuple contre l'Union européenne et le Mouvement de juin) de réaliser une percée. Le Mouvement du peuple souhaite voir le Danemark quitter l'Union européenne tandis que le Mouvement de juin, favorable au maintien du pays dans l'Union, veut conserver les clauses d'opting-out dont bénéficie le Danemark en matière de politique étrangère et de sécurité, de police et de justice et par rapport à l'Union monétaire. Entre 1979 et 1999, ces deux partis recueillaient environ 20% des suffrages. Cependant, ces mouvements n'avaient obtenu que 13% des voix en 2004. A la veille des élections européennes, la question est la suivante : le Parti social-démocrate réussira-t-il à maintenir son résultat de 2004 ou assistera-t-on à une progression des mouvements eurosceptiques ?

La participation devrait être supérieure à celle enregistrée 5 ans auparavant car le même jour que le scrutin européen se tiendra un référendum sur la modification de l'ordre de succession au trône (le trône reviendrait au premier enfant du souverain quel que soit son sexe ; actuellement, le fils cadet est prioritaire sur la fille aînée). La Constitution

danoise stipule que 40% des électeurs doivent voter en faveur du changement pour que celui-ci soit adopté.

La liste du Parti conservateur (KF) sera conduite par Bendt Bendtsen qui a démissionné de son poste de ministre du Commerce et de l'Industrie. Le Parti libéral (V) a choisi son porte parole Jens Rohde comme tête de liste. La liste du Parti du peuple (DF), parti eurosceptique d'extrême droite, sera conduite par le jeune (28 ans) Morten Messerschmidt. Au Parti social-démocrate (SD), Dan Jørgensen, relativement inconnu du grand public, remplacera l'ancien leader du PSE, Poul Nyrup Rasmussen, qui, en 2004, avait remporté un nombre record de voix sur son nom.

Margrethe Auken conduira la liste du Parti socialiste populaire (SF), précédemment eurosceptique et désormais favorable à l'intégration européenne (mais toujours opposé à l'adhésion du Danemark à l'Union économique et monétaire et opposé à la PAC), et Sofie Carsten Nielsen, 33 ans, remplacera à la tête de la liste du Parti social-libéral (RV), le député européen Anders Samuelsen, qui a créé en 2007 la Nouvelle alliance. Enfin, côté eurosceptiques, la liste du Mouvement de juin sera conduite par Hanne Dahl et celle du Mouvement du peuple contre l'Union européenne par Søren Søndergaard.

Les sondages créditent le Parti social-démocrate de 26,4% des suffrages, le Parti libéral de 22%, le Parti socialiste populaire de 17,4%, le Parti conservateur de 12,1%, le Mouvement du peuple contre l'Union européenne de 4%, le Parti du peuple danois de 12%, le Parti social-libéral de 3,9% et le Mouvement de juin de 2,2%.

Espagne

Date du scrutin : 7 juin

Nombre de députés à élire : 50

Deux anciens ministres conduiront les listes des deux principaux partis espagnols aux élections européennes du 7 juin 2009 : Juan Fernando López Aguilar, ancien ministre de la Justice (2004-2007) et actuel secrétaire général, sera tête de liste du Parti socialiste ouvrier (PSOE) (Ramon Jauregui, secrétaire général du groupe socialiste au Congrès en sera le numéro 2) et Jaime Mayor Oreja, ancien ministre de l'Intérieur (1996-2001) et eurodéputé sortant, celle du Parti populaire (PP). Le principal parti de l'opposition souhaite faire du scrutin européen un vote contre le gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero (PSOE). Un autre député européen sortant, Willy Meyer, conduira la liste de la Gauche Unie (IU).

La liste Union Progrès et Démocratie (UPyD) est emmenée par Francisco Sosa Wagner. Le leader du parti, Rosa Díez, a commencé le 15 avril sa campagne pour recueillir les 15 000 signatures nécessaires pour présenter sa liste. Elle critique les deux principaux partis espagnols qui, selon elle, essaient de faire de ces élections européennes un référendum sur la politique du gouvernement en place.

L'une des questions de ce scrutin tenait au maintien de la coalition GalEusCa, acronyme de Galice, Euskadi et Catalogne, que Convergencia i Union de Catalunya (CiU), le Parti nationaliste basque (PNV), le Bloc nationaliste galicien (BNG) et le Parti socialiste de Mallorca-Entesa nationaliste (PSM-EN) avaient formé en 2004. Celle-ci n'a finalement pas été reconduite cette année. Convergencia i Union de Catalunya (CiU), le Parti national basque (PNV) et la Coalition des Canaries ont décidé de s'associer dans une Coalition européenne pour le scrutin du 7 juin prochain. Ils ont été rejoints par le Parti andalou (PA), l'Union de Mallorca, l'Union de Minorque et le Bloc nationaliste valenciennois (BNV). La Coalition européenne, qui sera conduite par Ramón Tremosa, espère obtenir au moins un élu à Strasbourg et affirme qu'elle sera la parfaite représentante de chacun des partis qui la composent. Le BNG a choisi de faire liste commune avec l'Esquerra republicana de Catalunya (ERC), Aralar, Eusko Alkartasuna (EA), la Chunta Aragonesista (CA), le Parti socialiste de Mallorca-Entesa nationaliste-Les Verts. Leur liste sera emmenée par Oriol Junqueras.

Miguel Duran, ancien président d'ONCE et de la chaîne de télévision Telecinco, conduira une liste Libertas. Il souhaite faire augmenter la participation en amenant les eurosceptiques, qui avaient prévu de s'abstenir, à voter le 7 juin prochain.

Le recensement du 1^{er} février révèle que 275 732 citoyens des 26 autres Etats membres de l'Union européenne se sont enregistrés en Espagne, ils étaient 123 642 en 2004 (et 55 098 cinq ans plus tôt). Les plus nombreux sont les Britanniques (75 623) suivis des Allemands (33 632) et des Italiens (29 502). 46 117 Roumains et 8 251 Bulgares sont également enregistrés et participeront à leurs premières élections européennes. La province d'Alicante est celle accueillant la proportion la plus importante de citoyens de l'Union. Dans certaines de ses communes comme Las Marinas ou Vega Baja, les citoyens européens non espagnols représentent plus de 45% de la population.

Les derniers sondages donnent l'avantage au Parti populaire qui devrait recueillir 40,2% des suffrages pour 37,4% au PSOE. L'Union Progrès et Démocratie obtiendrait 5,2% et la coalition emmenée par Oriol Junqueras 6,1%

Estonie

Date du scrutin : 7 juin

Nombre de députés à élire : 6

La liste du Parti de la réforme (ER) du Premier ministre Andrus Ansip sera conduite par l'ancienne ministre des Affaires étrangères (2002-2005) et actuelle vice-présidente du Riigikogu, Kristiina Ojuland. Aux 2^e et 3^e places figure l'actuel ministre des Affaires étrangères, Urmas Paet, et le député eurosceptique Igar Gräzin, qui avait fait campagne pour le « non » au référendum sur l'adhésion de l'Estonie à l'Union européenne. La sécurité de l'Estonie vis-à-vis de la Russie et les fonds européens constituent le deux thèmes majeurs du programme du Parti. Ces deux sujets constituent pour la grande majorité des Estoniens la raison principale de l'adhésion de leur pays à l'Union européenne.

Le Parti du centre (K) sera emmené par le maire de Tallinn, Edgar Savisaar. Celui-ci a cependant fait savoir qu'il ne siégerait pas au Parlement européen. Il aborde ce scrutin européen dans une perspective essentiellement nationale, comme le prouve son slogan de campagne intitulé « L'Estonie a besoin de changement », adopté le 18 avril en même temps que son programme électoral. Edgar Savisaar veut faire de ces élections européennes un vote de défiance à l'égard des trois partis de la coalition gouvernementale.

Le Parti de l'Union pour la patrie-Res Publica (IRL) sera emmené par l'eurodéputé Tunne Kelam. La liste du Parti social-démocrate (SDE) sera conduite par l'actuel ministre du Budget, Ivari Padar. En n°2 figure l'eurodéputée Katrin Saks et en n°3 une autre eurodéputée Marianne Mikko. Marek Strandberg conduira la liste des Verts. Le président du Parti Libertas d'Estonie, Jaan Laas, a fait savoir qu'il participera aux élections européennes mais n'a pas encore déposé sa liste. Fondé le 2 mars, il portait auparavant le nom de Parti démocratique, celui-ci ayant lui-même succédé en 1999 au Parti bleu créé en 1994. En février dernier, le Parti démocratique était menacé de dissolution par décision judiciaire, le nombre de ses adhérents étant au-dessous du seuil légal de 1 000. Enfin, les Russes d'Estonie présenteront une liste unique, la liste du Parti uni de la gauche (Eestimaa Ühendatud Vasakpartei) emmenée par le maire de Maardu, Georgi Bõstrov. Il y a 5 ans, deux partis défendant les intérêts de la minorité russophones étaient en lice : le Parti russe (VEE) et le Parti travailliste social-démocrate, devenu Parti uni de la gauche. Georgi Bõstrov s'était présenté en candidat indépendant.

En dépit de cette liste unique, l'un des dirigeants du mouvement des jeunes russophones Nochnoi Dozor (Veille de nuit), Dimitri Klenski, a annoncé qu'il pourrait se présenter de façon indépendante. Le chef du Mouvement national (Eesti Rahvuslik Liikumine), Martin Helme, notoirement eurosceptique, a choisi de se présenter en candidat indépendant. Enfin, Indrek Tarand, fils de l'eurodéputé social-démocrate Andres Tarand et actuel directeur du musée de la guerre d'Estonie, sera également candidat indépendant.

Le sociologue Juhan Kivirähk considère que l'Union pour la patrie-Res Publica (IRL) possède de bonnes chances d'obtenir des sièges aux élections européennes, sa tête de liste, l'eurodéputé Tunne Kelam, ayant mené une action très visible durant son mandat. De même, le sociologue rappelle la fidélité de l'électorat du Parti du centre, atout important lors de tout scrutin, et voit le Parti de la réforme et les sociaux-démocrates

remporter chacun un siège au Parlement européen. Enfin, Juhan Kivirähk estime que le candidat indépendant, Indrek Tarand devrait recueillir les voix d'un électorat protestataire et prendre des voix au Parti social-démocrate et à l'Union pour la patrie-Res Publica, sans pour autant en obtenir suffisamment pour pouvoir être élu.

Les sondages donnent le Parti du centre en tête (33% des voix) suivi du Parti de la réforme (26%, soit son résultat le plus faible depuis 2006). Viennent ensuite l'Union pour la patrie-Res Publica et le Parti social-démocrate (14% chacun).

Finlande

Date du scrutin : 7 juin

Nombre de députés à élire : 13

13 partis politiques seront en lice pour les élections européennes. Ville Itälä conduira la liste du Rassemblement conservateur (KOK) sur laquelle figure le député européen Ari Vatanen qui siège actuellement au Parlement européen dans les rangs français de l'Union pour un mouvement populaire (UMP). Anneli Jäätteenmäki est la tête de liste du Parti du centre (KESK), Liisa Jaakonsaari, celle du Parti social-démocrate (SPD), Minna Sirniö celle de l'Alliance des gauches (VAS), Satu Hassi celle des Verts (VIHR), Charly Salonius-Pasternak celle du Parti du peuple suédois (SFP) et Timo Soini celle du parti d'extrême droite, les Vrais Finlandais (PS). Ce dernier a surpris en présentant sa candidature. Eurosceptique et ayant précédemment déclaré qu'il ne pouvait assumer le rôle de député européen et ses fonctions nationales, il dit avoir changé d'avis et souhaiter s'investir en Europe en réaction à la façon dont l'Union européenne a méprisé le « non » des Irlandais au référendum sur le traité de Lisbonne. Les Vrais Finlandais ont fait alliance avec les Chrétiens-démocrates pour ce scrutin.

Le Parti du centre espère renouer avec la victoire après des élections locales difficiles (perdues pour la première fois) en octobre dernier. Le programme des Sociaux-démocrates met l'accent sur la solidarité, les droits des citoyens en matière de consommation et de sécurité sociale, le réchauffement climatique, la régulation des marchés financiers et les affaires sociales et l'éducation.

Les présidents des partis représentés au Parlement, à l'exception de Timo Soini, ont signé un texte dans lequel ils s'engagent à lutter contre tout acte ou parole racistes qui pourraient surgir durant la campagne des élections européennes.

Selon les sondages, le Rassemblement conservateur devrait conserver ses 4 sièges au Parlement européen, le Parti du centre en perdrait un (passant de 4 à 3), le Parti social-démocrate conservant ses 3 sièges, l'Alliance des Gauches et les Verts leur siège et les Vrais Finlandais en obtenant un.

France

Date du scrutin : 6 (outre-mer) et 7 juin (métropole)

Nombre de députés à élire : 72

La campagne des élections européennes a tout juste démarré en France. Les principaux partis qui se présentent aux suffrages des électeurs sont les suivants :

- l'Union pour un mouvement populaire (UMP), allié au Nouveau centre (NC) ;
- le Parti socialiste (PS), principal parti d'opposition dirigé par Martine Aubry ;
- le Mouvement démocrate (MoDem) de François Bayrou ;
- le Parti communiste (PCF), allié avec le Parti de gauche (PG), créé par Jean-Luc Mélenchon (ex-PS), pour cette occasion ;
- les Verts, qui regroupent des écologistes non membres du parti et des altermondialistes dont José Bové, candidat à la dernière élection présidentielle de 2007 (1,32% des voix) et opposant notoire à la Constitution européenne lors du référendum du 29 mai 2005 ;
- le Front national (FN), parti d'extrême droite de Jean-Marie Le Pen ;
- le Nouveau Parti anticapitaliste, d'extrême gauche, dirigé par Olivier Besancenot ;

- Lutte ouvrière (LO), d'extrême gauche, dirigée par Nathalie Arthaud ;
- Debout la République, parti souverainiste de droite dirigé par Nicolas Dupont-Aignan ;
- le Mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers, allié pour ce scrutin à Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT), et qui se présente sous la bannière Libertas.

Les partis au pouvoir (UMP et NC) s'appuient sur les actions menées lors de la présidence de l'Union par la France lors du 2^e semestre de l'année 2008 pour convaincre les Français que l'Europe peut agir dans leur intérêt. L'UMP n'a pas encore présenté ses listes complètes. Son slogan est « quand l'Europe veut, elle peut » et souhaite une Europe plus politique.

Les partis de gauche (PS et FG) souhaitent faire de ces élections européennes un vote sanction contre le gouvernement en place. Ils proposent une relance par l'investissement et réclament une Europe plus sociale. Le PS se prononce en faveur de l'harmonisation de la fiscalité dans l'Union pour lutter contre les délocalisations. Le Front de gauche défend un vote de rupture avec l'Europe libérale et l'ensemble de ses traités dont celui de Lisbonne.

Les Verts et le Mouvement démocrate, au fort engagement européen et qui obtiennent souvent des résultats élevés lors de ce scrutin, demandent une plus grande intégration européenne même s'ils se positionnent aussi dans l'opposition à la politique menée par Nicolas Sarkozy. Les Verts ont un programme très écologique et proposent un « modèle de société alternatif à celui de la mondialisation libérale ».

Le MoDem demande une plus grande intégration européenne, seule façon, selon lui, de résoudre la crise actuelle devant laquelle les Etats seuls demeurent impuissants

Enfin, l'extrême gauche s'élève contre l'Union européenne qu'elle associe, au moins depuis 1995, au libéralisme économique. Pour les souverainistes de droite et d'extrême droite, ce scrutin est l'occasion d'exprimer leur euroscepticisme.

Le dernier sondage réalisé par l'institut BVA crédite l'UMP de 27% des voix, le PS de 25%, le MoDem de 12% et les Verts de 10%. Le NPA obtiendrait 7% des suffrages, le MPF-CPNT 5% et le Front de gauche 3%

Grèce

Date du scrutin : 7 juin

Nombre de députés à élire : 22

Les élections européennes restent encore peu visibles dans l'actualité politique et vont se dérouler dans un contexte politique polarisé à l'extrême. Le pays est encore perturbé par les émeutes qui ont éclaté à l'automne dernier et demeurent sporadiques. Les partis politiques sont donc encore très occupés à gérer les problèmes domestiques. En outre, majorité et opposition ont échoué il y a quelques semaines à s'entendre sur les mesures à mettre en œuvre pour affronter la crise économique. La faible majorité de Nouvelle démocratie (ND) et les événements récents ont longtemps conduit certains observateurs à penser que des élections législatives anticipées pouvaient être organisées le 7 juin prochain parallèlement au scrutin européen. Les partis d'opposition l'ont réclamé à plusieurs reprises, une demande cependant rejetée par Nouvelle démocratie du Premier ministre Costas Karamanlis. Selon les sondages, la majorité des Grecs y étaient opposés. Pour l'heure, les partis terminent de dresser leurs listes et peu d'entre eux ont débuté leur campagne. Le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) dirigé par George Papandreou, par ailleurs président de l'Internationale socialiste, a lancé sa campagne le 24 avril dernier. Le leader socialiste, qui souhaite faire des élections européennes un référendum sur le pouvoir en place, a attribué la responsabilité de l'actuelle crise économique internationale aux partis politiques libéraux européens. « Le monde vit une crise économique et politique profonde qui a été provoquée par les politiques du néo-conservatisme et les idéologies de la droite selon lesquelles les marchés s'autorégulent ». George Papandreou a indiqué que les socialistes européens souhaitaient mettre en place

un modèle de « développement vert » garant de l'emploi, de la prospérité et de la justice sociale.

Le sentiment d'insécurité au sein de la population et les nombreux scandales et accusations de corruption contre Nouvelle démocratie (ND) au pouvoir donnent l'avantage au PASOK, tout au moins dans les enquêtes d'opinion. Cependant, les sondages les plus récents montrent que l'écart entre les deux principaux partis grecs s'est rétréci au cours des dernières semaines. Selon l'enquête publiée le 27 avril dernier, le PASOK recueillerait 37% des suffrages et Nouvelle Démocratie 34%. La Coalition de la gauche radicale (SYN) d'Alekos Alavanos, parti qui semble être tenté par un positionnement plus eurosceptique que celui qui était le sien précédemment, obtiendrait 8,5% ; le Parti communiste (KKE) 8% ; les Verts 5% et enfin le parti d'extrême droite, le Rassemblement populaire orthodoxe (Laos) dirigé par le journaliste George Karatzaferis, 4,5%. Nouvelle démocratie reste toutefois confiante dans ses chances de renverser la tendance et espère convaincre les Grecs de la nécessité des réformes.

Hongrie

Date du scrutin : 7 juin

Nombre de députés à élire : 22

Le 26 mars, le président de la République, László Sólyom en annonçant la date des élections européennes lançait ainsi la campagne. Le principal parti d'opposition, l'Alliance des jeunes démocrates-Union civique (FIDESZ-MPP), avait dévoilé le 17 janvier sa liste qui sera conduite par Pál Schmitt, actuel vice-président du Parti populaire européen (PPE). La liste du Parti socialiste (MSZP) au pouvoir sera emmenée par l'actuelle ministre des Affaires étrangères, Kinga Göncz. Autre particularité de cette liste : le nombre de femmes. 3 femmes figurent en tête de liste : outre Kinga Göncz, Edit Herczog et Zita Gurmai occupent les 2^e et 3^e places. La liste de l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) est conduite par le député européen sortant István Szent-Iványi, membre de la commission des Affaires étrangères à Strasbourg. Le Forum démocrate (MDF) a créé la surprise en confiant la tête de sa liste à Lajos Bokros, ancien ministre des Finances du gouvernement Horn (1994-1998) et connu pour son fameux « paquet de réformes » qui l'ont rendu extrêmement impopulaire. Sa nomination a été considérée par de nombreux membres du MDF comme une trahison et plusieurs d'entre eux ont décidé de quitter le groupe parlementaire qui a été ainsi dissous. Enfin, la liste du parti d'extrême droite, le Jobbik (Mouvement pour une meilleure Hongrie), est emmenée par l'avocate Krisztina Morvai. Alors que les partis gouvernementaux font face à d'importants problèmes internes et extérieurs, ce parti pourrait être la surprise du scrutin.

La crise économique constitue le principal thème de campagne du FIDESZ qui a décidé de mener une campagne très économe. Le MSZP, qui traverse actuellement l'une des plus graves crises de son histoire et atteint des niveaux record d'impopularité, considère son échec comme quasi-inévitable. Le parti a donc décidé de se concentrer sur les problèmes de gouvernance. Le SZDSZ cherche à accroître le taux de participation en dialoguant avec la population et en communiquant sur le travail des députés européens et sur les réponses de l'Europe aux défis de la globalisation, du changement du climat et de la crise économique. Quant au Jobbik, il mène campagne sur son thème de prédilection : « La Hongrie appartient aux Hongrois ».

Les sondages accordent une large avance au FIDESZ-MPP, crédité de 66% des suffrages, et 23% au MSZP.

Irlande

Date du scrutin : 5 juin (élections locales le même jour)

Nombre de députés à élire : 12

La campagne n'a pas vraiment débuté et les médias montrent que pour l'heure, les enjeux principaux sont nationaux, notamment économiques (crise, santé, éducation, agriculture), voire locaux, les Irlandais votant également le 5 juin pour renouveler leurs

élus locaux. Principal parti d'opposition, le Fine Gael (FG) mène une campagne dure contre le Fianna Fail (FF) au pouvoir.

Le parti Libertas sera également candidat pour la première fois en Irlande dans deux circonscriptions. Son fondateur Declan Ganley, candidat dans la circonscription du Nord Ouest, a déclaré qu'il abandonnerait sa campagne contre le traité de Lisbonne s'il échouait à remporter le siège de député européen qu'il convoite. Enfin, le Fianna Fail vient de quitter le groupe de l'Union pour une Europe des nations (UEN), trop hétéroclite et eurosceptique à son goût, pour rejoindre l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE).

Le plus récent sondage donne les tendances suivantes : Fine Gael, 30% Fianna Fail, 23% (en recul), Parti travailliste (Lab), 22%, Sinn Fein (SF), parti d'extrême gauche opposée au traité de Lisbonne et principal bénéficiaire du recul du Fianna Fail 11% et Verts 6%

Italie

Date du scrutin : 6 et 7 juin (élections provinciales et municipales partielles les mêmes jours)

Nombre de députés à élire : 72

La création du Parti du peuple pour les libertés (PdL) par la fusion du parti de Silvio Berlusconi, Forza Italia, avec Alliance nationale (AN) dirigée par Gianfranco Fini a constitué le principal événement de la vie politique italienne ces dernières semaines. « La naissance du Parti du peuple pour les libertés est un élément positif pour l'Italie. Cela simplifie le cadre politique national et nous fait sortir d'une période de confusion et de disputes » a souligné le leader de l'opposition et président du Parti démocrate (PD) Dario Franceschini.

Silvio Berlusconi figurera en tête de chacune des listes présentées par son parti. Il souhaite obtenir 51% des suffrages au niveau national. Le Parti démocrate (PD) s'élève contre cette décision qu'il considère illégale. « Il est le seul Chef de gouvernement au monde qui, dans les prochains mois, au lieu de travailler nuit et jour à résoudre les problèmes des familles et des entreprises, sera en campagne électorale » a déclaré Dario Franceschini. Le principal parti d'opposition s'élève contre la candidature de tout élu régional ou local ou de toute personne faisant l'objet de poursuite judiciaire. Le Parti démocrate présentera des listes paritaires (50% de femmes). Les députés (et certains candidats) du Parti démocrate, fondé en avril 2007, ont la particularité d'être dispersés au sein de 2 groupes au Parlement européen : les membres de l'ancienne Marguerite appartiennent à l'Alliance des démocrates et des libéraux européens (ALDE) tandis que les membres des anciens Démocrates de gauche (DS) font partie du Parti socialiste européen (PSE). Le Parti démocrate a d'ailleurs déclaré qu'il ne rejoindrait pas cette dernière formation à l'issue des élections.

La Ligue du Nord (LN), alliée de Silvio Berlusconi au gouvernement, mène cependant une campagne séparée pour le scrutin européen. « A partir de maintenant et jusqu'aux élections européennes, nous sommes rivaux » a déclaré le leader de la Ligue du Nord, Roberto Castelli.

Le Mouvement pour l'autonomie (MPA), fondé en 2005 par Raffaele Lombardo, auparavant allié avec le Parti du peuple pour les libertés, a décidé de se présenter avec La Droite (D), parti de Francesco Storace, à ces élections européennes.

Le philosophe Gianni Vattimo a rejoint la liste Italie des valeurs (IDV) d'Antonio di Pietro. A deux mois du scrutin, la campagne n'a pas vraiment démarré en Italie où l'actualité a été largement centrée ces dernières semaines sur le tremblement de terre survenu le 6 avril dans les Abruzzes.

Les sondages accordent une large avance au Parti du peuple pour les libertés, crédité de 52% des voix, et 30% au Parti démocrate.

Lettonie

Date du scrutin : 6 juin (élections locales le même jour)

Nombre de députés à élire : 8

Les élections européennes ne font pas encore vraiment recette. Le pays, dont l'économie reposait sur une forte consommation intérieure, un marché immobilier en pleine effervescence et une politique de crédit facile, est le plus touché de l'Union européenne par la crise économique. Fin 2008, l'économie lettone était ainsi revenue à son niveau de 2005. Surnommé jusqu'à il y a peu le « tigre balte », la Lettonie a été sauvée de la faillite à la fin de l'année par les prêts du FMI (1,68 milliard \$) et de l'Union européenne (3,1 milliards €). Fin 2008 et début 2009, des émeutes ont éclaté dans les rues de Riga, les manifestants – salariés, agriculteurs, etc. – protestant contre l'incompétence des politiques qui ont laissé le pays s'enfoncer dans la crise. Après que deux des membres de sa coalition eurent décidé de lui retirer leur soutien, Ivars Godmanis, qui, en janvier, avait proposé, en vain, à l'opposition de droite de rejoindre son gouvernement, a démissionné le 20 février. La crise politique, latente depuis plusieurs mois, a été avivée par la crise économique. C'est un député européen, Valdis Dombrovskis, issu du parti de centre droit de la Nouvelle ère, ancien ministre des Finances du pays de 2002 à 2004, qui l'a remplacé au poste de Premier ministre.

17 listes sont candidates aux élections européennes : Nouvelle ère conduite par Arturs Krišjānis Kariņš, l'Union pour la patrie et la liberté emmenée par Roberts Zīle, l'Union civile conduite par l'ancienne ministre des Affaires étrangères (2002-2004) Sandra Kalniete, Premier de Lettonie-Voie lettone emmenée par l'ancien Premier ministre Ivars Godmanis, Libertas.lv emmené par l'ancien Premier ministre (1997-1998) Guntars Krasts, le Parti du peuple conduit par Rihards Pīks, le Parti social-démocrate emmené par Atis Lejiņš, Pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie conduite par Tatjana Ždanoka et le Centre de l'harmonie (SC), formation russophone dirigée par l'ancien journaliste de la First Baltic Channel, Nils Usakovs, qui avait créé la surprise aux dernières élections législatives d'octobre 2006 en recueillant 14,46% des voix, sera conduit par Alfred Rubiks, emprisonné en 1991 pour son soutien à la répression soviétique au moment de l'indépendance de la Lettonie (il a été relâché en 1997).

« Le Centre de l'harmonie et Pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie auront des élus car ils peuvent compter sur l'électorat russophone alors que l'électorat letton est divisé et a le choix entre un grand nombre de partis différents » affirme Atis Lejiņš, tête de liste à ce scrutin du Parti social-démocrate et dont la moitié de la liste est composée de femmes.

Les derniers sondages créditent le Centre de l'harmonie et Nouvelle ère de 20,4% des voix, l'Union des fermiers et des Verts de 14,3%, le Parti du peuple de 12,3%, Pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie de 8,9% et l'Union pour la patrie et la liberté de 7,4%.

Lituanie

Date du scrutin : 7 juin (éventuel 2^e tour de l'élection présidentielle le même jour)

Nombre de députés à élire : 12

17 partis sont en lice pour les élections européennes en Lituanie, soit cinq de plus qu'en 2004. Le Parti social-libéral sera absent du scrutin, n'ayant pas déposé ses listes à temps. Lors du premier scrutin européen, les partis avaient présenté de nombreuses personnalités issues de la société civile mais très au fait du fonctionnement des institutions européennes. Selon les sondages, l'Union de la patrie-Conservateurs devrait arriver en tête des élections et recueillir 18% des suffrages devant le Parti social-démocrate 13%. 3 autres partis devraient obtenir entre 8% et 9% des voix : Pour l'ordre et la justice, le Parti du travail et l'Union libérale-Union du centre.

Le résultat dépendra beaucoup de l'élection présidentielle dont le 2^e tour est prévu le 7 juin, jour du scrutin européen. Mais celui-ci pourrait ne pas être nécessaire si l'on en croit

l'avance considérable dont jouit la candidate indépendante Dalia Grybauskaitė, Commissaire européenne au Budget et à la Programmation financière, dans les sondages (73,6% des suffrages). Si tel était le cas, la participation aux élections européennes pourrait être faible, ce qui bénéficierait aux partis traditionnels (l'Union de la patrie-Conservateurs et le Parti social-démocrate) dont l'électorat est plus stable et plus solide. Selon un sondage réalisé par l'institut Sprinter Tyrimai, 42% des Lituaniens déclarent qu'ils iront voter et 46% qu'ils ne se rendront pas aux urnes. En 2004, ces chiffres étaient respectivement de 51% et 37%. La participation avait finalement atteint 48,38%. Les derniers sondages donnent un net avantage à l'Union de la patrie-Conservateurs (18% des voix) qui serait suivie de Pour l'ordre et la justice (12%), du Parti social-démocrate (9,2%) et du Parti du travail (8,5%). L'élection présidentielle occupe le centre des débats politiques.

Luxembourg

Date du scrutin : 7 juin (élections législatives le même jour)

Nombre de députés à élire : 6

L'actuelle Commissaire européenne chargée de la Société de l'information et des Médias Viviane Reding est la tête de liste du Parti chrétien social (PCS/CVS). Les 5 autres membres sont Georges Bach, Frank Engel, Astrid Lulling, députée sortante, Tania Matias et Roger Weber.

Simone Asselborn-Bintz mènera la liste du Parti socialiste ouvrier (POSL/LSAP), suivie de Claude Frisoni, Ginette Jones, Robert Goebbels, René Kollwelter et Jos Scheuer.

Véronique Bruck conduira la liste du Parti démocrate (DP/DP) qui comprend Léonie Grethen, Vronny Krieps, Max Kuborn et Kik Schneider.

La liste de l'Action pour la démocratie et la justice en matière de rentes (ADR) est 100% masculine : Robert Mehlen, président du parti, Jean Colombera, deux députés sortants – Gast Gibéryen et Jacques-Yves Henckes –, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Claude Turmes, député européen sortant, conduira la liste écologiste de Dei Greng/Les Verts (V), suivi de Nuria Garcia et Manuel Huss.

Les candidats du Parti communiste (PCL/KPL) sont les suivants : Ali Ruckert, président du parti, Bernard Zénon, Aloyse Bisdorff, Catarina Fernandes Ribeiro, de nationalité portugaise, Christoph Kühnemund, de nationalité allemande et Hela-Georgette Schweich.

La liste Dei Lenk/La Gauche (DL) sera conduite par André Hoffmann et la liste Biergerlëscht (Liste des citoyens) par le député indépendant Aly Jaerling. Cette dernière liste se veut la représentante des 44% de Luxembourgeois qui ont voté « non » au référendum sur la Constitution européenne de juillet 2005. Opposés au traité de Lisbonne, ses membres souhaitent qu'une consultation populaire soit organisée sur ce texte.

Le Parti socialiste ouvrier souhaite relever le quota de femmes de 30% à 50% (pour toutes les élections). Le candidat René Kollwelter souhaite doubler les élections législatives du scrutin européen (le Luxembourg organise ces deux scrutins à la même date) et propose que les étrangers puissent voter à tous les scrutins organisés dans le Grand Duché.

En 2004, 11 680 citoyens des autres Etats membres avaient voté au Luxembourg, soit 5% de la population. Ce chiffre ne semble pas s'être considérablement accru en 2009. La loi électorale a pourtant été modifiée puisque le nombre d'années de résidence obligatoires pour pouvoir voter a été diminué (2 ans).

Malte

Date du scrutin : 6 juin (élections locales partielles le même jour)

Nombre de députés à élire : 5

Environ 30 personnalités sont candidates à ce scrutin. Le Parti travailliste (MLP), principal parti d'opposition, présente 12 candidats (dont 3 eurodéputés sortants) et le

Parti nationaliste (PN) au pouvoir, 10 candidats (dont 2 eurodéputés sortants). D'autres « petits » partis – Alternative démocratique (AD), les Verts, Action nationale (AN), parti populiste d'extrême droite créé le 9 juin 2007 et emmené par Josie Muscat, Libertas et les Libéraux – seront également en lice, présentant parfois jusqu'à 3 candidats. Mary Gauti sera la candidate de Libertas dans l'archipel.

Selon la dernière enquête d'opinion, le Parti travailliste devrait remporter 3 sièges tandis que son rival nationaliste en obtiendrait 2.

Pays-Bas

Date du scrutin : 4 juin

Nombre de députés à élire : 25

La liste du Parti travailliste (PVdA) est conduite par Thijs Berman. Le parti a centré sa campagne sur 4 thèmes principaux : la politique internationale et les droits de l'Homme ; l'énergie, le réchauffement climatique et la sécurité alimentaire ; la politique sociale ; la bonne gouvernance et la justice.

L'Appel chrétien-démocrate (CDA) est emmené par Wim Van de Camp. Le parti se bat pour des Pays-Bas forts dans une Union européenne stable. Il se déclare favorable à une plus grande intégration et mène campagne sur des sujets tels que l'immigration, la sécurité, la lutte contre le terrorisme mais aussi la politique agricole, l'énergie et le réchauffement climatique. Hans van Baalen sera tête de liste du Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) Le parti est réservé à l'égard de tout nouvel élargissement, s'oppose à une Europe fédérale, souhaite une réforme de la PAC et une communautarisation de la politique d'immigration et d'asile. Démocrates 66 (D66) sera emmené par l'eurodéputée Sophie in't Veld. Le parti souhaite mettre l'accent sur les trois thèmes suivants : l'énergie, la sécurité et l'éducation.

Cinq autres « petits » partis sont également en lice : le Parti socialiste (SP), la Gauche verte (GL), l'Union chrétienne (CU), le Parti politique réformé (SGP) et le Parti de la liberté (PvdV). Le leader du PvdV, Geert Wilders, propose la suppression du Parlement européen. Il fait campagne sur le « non » à la Turquie, l'exclusion de la Roumanie et de la Bulgarie de l'Union et la limitation de l'exécutif européen à un seul poste de Commissaire, l'Union ne devant s'occuper, selon lui, que de la monnaie unique et de coopération économique.

Les derniers sondages font du Parti de la liberté la première formation des Pays-Bas avec 21,3% des suffrages, suivi de l'Appel chrétien-démocrate (19,3%) et du Parti travailliste (16%). Les Démocrates 66 obtiendraient 11,3%, le Parti socialiste et le Parti populaire pour la liberté et la démocratie, 11,3% chacun et la Gauche verte, 7,3%.

Pologne

Date du scrutin : 7 juin

Nombre de députés à élire : 50

Les partis politiques polonais peinent à boucler leurs listes. Ce scrutin est surtout l'occasion d'un nouvel affrontement entre les deux principaux partis du pays, la Plateforme civique (PO) actuellement au pouvoir et Droit et justice (PiS), présidé par Jaroslaw Kaczynski (Lech Kaczynski, son frère jumeau, est le président de la République).

La Plateforme civique mise sur l'ouverture et regroupe sur ses listes des personnalités indépendantes ou issues de milieux politiques différents comme Danuta Hübner, Commissaire européenne chargée de la Politique régionale, positionnée à gauche sur l'échiquier politique, ou Marian Krzaklewski, ancien leader de Solidarnosc, fondateur en 1996 de l'Alliance électorale Solidarité (AWS) et plutôt situé à droite. Sévèrement battus aux législatives de 2001, l'AWS et Marian Krzaklewski avaient disparu de la scène politique. La Plateforme civique mise également sur l'expérience européenne de ses candidats : Róża Thun, chef de la Représentation de la Commission européenne en

Pologne et ancienne président e la Fondation polonaise Robert Schuman, Jerzy Buzek, député européen sortant et Premier ministre de 1997 à 2001, ou Jacek Saryusz-Wolski, président de la commission des Affaires étrangères du Parlement européen. L'objectif du parti, qui dispose actuellement de 14 sièges à Strasbourg, est d'obtenir 25 députés et de renforcer sa position au sein du Parti populaire européen (PPE).

Droit et justice fait confiance à ses fidèles et à ses députés nationaux qui ont peu à voir avec l'Europe tels que Jacek Kurski et Zbigniew Ziobro (ancien ministre de la Justice). Le parti entend mener campagne sur la crise économique, dont il attribue la responsabilité au gouvernement en place. L'hebdomadaire *Polityka* s'est interrogé sur une possible résurgence de l'extrême-droite en Pologne (Ligue des familles, LPR et Samoobrona, SO), qui fût la grande gagnante des élections européennes de juin 2004, notamment en raison de la très faible participation.

Si le PiS est parvenu à prendre le dessus sur la Ligue des familles et Samoobrona durant ces 5 dernières années, il pourrait perdre des électeurs sur son aile droite du fait de son virage vers le centre amorcé en 2008 dans le but de donner à Jaroslaw Kaczynski l'image d'un leader modéré, moderne et ouvert. Pour cette raison, il pourrait avoir des difficultés à rassembler les électeurs du centre et l'extrême-droite traditionaliste et nationaliste.

Enfin, la gauche a échoué à présenter une liste unie en Pologne. 3 listes devraient être présentes.

La Plateforme civique mène la course en tête dans les enquêtes d'opinion (58% des suffrages), Droit et justice obtiendrait 27% et l'ensemble des listes de gauche, 5%.

Portugal

Date du scrutin : 7 juin

Nombre de députés à élire : 22

Paulo Rangel conduira la liste du Parti social-démocrate (PSD), principal parti d'opposition dont il préside le groupe parlementaire. Vital Moreira sera tête de liste du Parti socialiste (PS) au pouvoir à Lisbonne depuis 2005 et qui remettra son mandat en jeu cet automne. Nuno Melo conduira la liste du Parti populaire (CDS/PP), Miguel Portas celle du Bloc des gauches (BE) sur laquelle on trouve la dirigeante du parti, Marisa Matias en 2^e position et l'historienne Rui Tavares à la 3^e. Ilda Figueiredo conduira la liste du Parti communiste (PCP). Parmi les « petits » partis, Laurinda Alves conduira la liste du Mouvement Espérance Portugal et Frederico Duarte Carvalho celle du Parti populaire monarchiste.

Le Parlement a voté au début de l'année des amendements à la loi électorale révoquant le vote par correspondance et donc obligeant les électeurs à se déplacer pour se rendre au consulat pour remplir leur devoir civique. Le gouvernement a justifié sa réforme par le fait que le vote par correspondance constituait un vecteur potentiel de fraude électorale. Le Président de la République, Hanibal Cavaco Silva, a cependant apposé son veto à ce changement, expliquant que la proposition allait promouvoir l'abstention puisqu'il « obligerait des milliers de personnes à parcourir des centaines ou milliers de kilomètres pour exercer leur droit fondamental ». Le chef d'Etat n'a donc pas promulgué la loi.

Le Premier ministre José Socrates (PS) soutient la reconduction du Président de la Commission européenne José Manuel Barroso et ce « quel que soit le résultat des élections européennes ». « C'est un soutien patriote » a-t-il déclaré, ajoutant qu'il n'était pas le seul socialiste à soutenir le Président sortant (José Luis Rodriguez Zapatero et Gordon Brown ont déclaré leur que leur préférence allait au Président sortant). Ce soutien a suscité des tensions au sein du parti. Début avril, Vital Moreira, tête de liste du parti aux élections européennes, avait indiqué que le Parti socialiste européen (PSE) devait avoir son propre candidat face à José Manuel Barroso. De même, l'ancien Président de la République et fondateur du Parti socialiste, Mario Soares, a qualifié José Manuel Barroso de « visage du passé » rappelant qu'il avait été l'hôte du « sommet de la honte » qui avait réuni en mars 2003 George Bush, Tony Blair et José Maria Aznar quelques jours avant le déclenchement de l'intervention anglo-américaine en Irak.

Les derniers sondages créditent le Parti socialiste de 36,7% des suffrages, 28,4% au Parti social-démocrate, 12,6% au Bloc des gauches et 9,4% au Parti populaire.

République tchèque

Date du scrutin : 5 juin (après-midi) et 6 juin (matin)

Nombre de députés à élire : 22

33 partis sont en lice dont les 5 plus importants sont le Parti social-démocrate (CSSD), situé à gauche sur l'échiquier politique, le Parti démocrate-civique (ODS), positionné à droite, le Parti communiste de Bohême et Moravie (KSCM), l'Union chrétienne-démocrate/Parti du peuple (KDU-CSL) et les Verts (Z). Le Parti démocratique vert, fondé par 2 députés européens auparavant membres du Parti vert, sera également en lice.

Mais le phénomène le plus important tient dans 2 nouveaux partis eurosceptiques : Libertas et le Parti des citoyens libres (SSP). Libertas a été créé par Vladimir Zelezny, actuel député européen, cofondateur et précédent propriétaire de la chaîne de télévision Nova, connu pour le procès en corruption qui l'a opposé à R Lauder à qui il a vendu sa chaîne de télévision. Le leader de la liste Libertas est Vlastimil Tlustý, député jusqu'alors affilié au Parti démocrate civique. Vladimir Zelezny occupe la 2^e place et Jan Schwippel, un autre député membre du Parti démocrate civique, la 3^e

Le Parti des citoyens libres a été créé en janvier 2009 par Peter Mach, directeur du Centre pour l'économie et la politique, *think tank* proche du Président tchèque, l'eurosceptique Vaclav Klaus. En décembre 2008, Vaclav Klaus a démissionné de son poste de président d'honneur du Parti démocrate-civique (ODS), notamment en raison de son opposition à la position du parti qu'il jugeait trop pro-européen. Ses deux fils, Jan et Kalus, ont aussi quitté le parti. Les 2 formations eurosceptiques réclament une réforme des institutions européennes et une meilleure protection de la souveraineté nationale des Etats membres.

Selon les analystes politiques, la participation ne devrait pas atteindre 30%, principalement à cause de la chute du gouvernement conduit par Mirek Topolánek en mars dernier. Les électeurs auraient perdu, avec leur gouvernement, la principale raison qu'ils avaient de se rendre aux urnes, à savoir de se prononcer sur l'action de ce gouvernement.

Jan Fischer, responsable de l'Office de la statistique, prend le 8 mai la tête d'un gouvernement d'experts composé de 15 personnes choisies à parité par le Parti démocrate-civique et le Parti social-démocrate. Son mandat est limité à six mois et, au niveau politique, il est chargé de préparer le budget de l'année 2010, de lutter contre la crise économique et de gérer l'administration du pays.

Selon les dernières enquêtes d'opinion, le Parti social-démocrate recueillerait 38% des voix, le Parti démocrate-civique 36%, le Parti communiste de Bohême et Moravie 12%, l'Union chrétienne-démocrate/Parti du peuple 6% et les Verts 4%.

Roumanie

Date du scrutin : 7 juin

Nombre de députés à élire : 33

Les partis politiques sont en pleine élaboration de leurs listes de candidats. Le Parti national-libéral (PNL), parti actuellement dans l'opposition, est le premier à avoir désigné ses candidats dont seulement 8 semblent éligibles. En 2007 lors des premières élections européennes, le Premier ministre de l'époque, Calin Popescu Tariceanu, avait fait appel à des personnalités non membres du parti comme Renate Weber ou Daniel Daianu. Cette année, le nouveau président du parti Crin Antonescu a préféré choisir des membres du parti. Norica Nicolai, vice-présidente, est en tête d'une liste sur laquelle figurent Adina Valean (un choix qui a fait couler beaucoup d'encre, celle-ci entretenant une liaison avec Crin Antonescu) et Renate Weber. Les grands absents de cette liste sont l'ancien ministre des Finances Daniel Daianu et Adrian Cioloianu.

Pendant qu'Elena, la fille du Président de la République Traian Basescu, recueille les 100 000 signatures nécessaires pour se présenter comme candidate indépendante, le Parti démocrate-libéral (PDL) a confirmé le Premier ministre démissionnaire, Theodor

Stolojan, en tête de sa liste. Il est suivi de Monica Macovei, nouvelle recrue du parti et ancienne ministre de la Justice, et de Traian Ungureanu. La liste du Parti social-démocrate (PSD) rassemble en tête de liste les candidats suivants : Adrian Severin, Rovana Plumb, Ioan-Mircea Pascu.

Le sondage réalisé par l'institut CCSB et publié le 28 avril dernier donne une très légère avance au PDL (31% des voix) sur le PSD-PC (30%). Le PNL recueillerait 16% des voix, le PRM 8% et l'UDMR 5%. 8% des électeurs se déclarent prêts à donner leur voix à Elena Basescu.

Royaume-Uni

Date du scrutin : 4 juin (élections locales partielles le même jour)

Nombre de députés à élire : 72

Le Parti conservateur a annoncé son intention de quitter le Parti populaire européen (PPE) et de former un nouveau groupe avec Droit et justice (PiS) du Président polonais Lech Kaczynski à l'issue des prochaines élections européennes. Son programme prévoit qu'en cas de victoire, il fera adopter une loi qui instituerait l'organisation d'un référendum pour toute nouvelle loi adoptée par le Parlement européen. Le Parti travailliste a mis en avant les thèmes de la justice sociale et l'environnement. Les Libéraux-Démocrates n'ont pas encore défini les thèmes centraux de leur campagne. Pro-européens, favorables à une Europe fédérale et à l'adoption de l'euro, ils souhaitent néanmoins que le Royaume-Uni conserve sa clause d'opting out en matière de temps de travail comme ils s'opposent à ce que l'âge de la retraite soit imposé par Bruxelles.

Le parti qui cause le trouble est le Parti national (BNP) qui, selon les enquêtes d'opinion, est à son niveau le plus élevé. La crise économique qui a fait considérablement augmenter le taux de chômage rend populaire le discours anti-immigration de cette formation d'extrême droite. En outre, le système proportionnel, inhabituel dans un pays où le scrutin majoritaire est en vigueur pour toutes les autres élections, est favorable au Parti national comme à tous les « petits » partis. A partir de 9% des suffrages, il peut espérer obtenir un siège à Strasbourg. Son leader, Nick Griffin, est candidat dans la circonscription du Nord-Ouest. Le Parti national réalise ses meilleurs résultats (selon les sondages) dans les circonscriptions du Yorkshire, des Midlands et du Nord-Ouest.

Le Parti de l'indépendance (UKIP), qui réclame la sortie du Royaume-Uni de l'Union, sera présent. « Nous allons à ces élections alors que pour la première fois, notre position est devenue majoritaire. Plus de la moitié des Britanniques veulent quitter l'Union européenne et signer un accord de libre-échange avec ses Etats membres » a déclaré son leader Nigel Farage.

Enfin, le mouvement Libertas a été mis à mal par certains partis rivaux, inscrits sur le même créneau eurosceptique. Ainsi, un ami du leader du Parti de l'indépendance, a enregistré le mouvement Libertas international auprès de la Commission électorale britannique, obligeant Declan Ganley à s'enregistrer sous un autre nom, Une nouvelle aube pour l'Europe : Libertas.eu.

Les derniers sondages créditent le Parti conservateur de 41% des voix, le Parti travailliste de 30% et les Libéraux-Démocrates de 17%.

Slovaquie

Date du scrutin : 6 juin

Nombre de députés à élire : 13

En 2004, les Slovaques s'étaient distingués en ayant le record de l'abstention en Europe (17% de participation). Pourtant, cette faible participation ne traduisait pas un euroscepticisme, les Slovaques étant, selon les sondages, parmi les Européens les plus satisfaits de l'appartenance de leur pays à l'Union européenne.

La visibilité des députés européens sortants est faible à l'exception de Monika Flasikova-Benova dont la popularité est cependant plus liée à sa vie privée et à ses conflits avec le

parti au pouvoir Direction-Démocratie sociale (SMER-SD) et le Premier ministre Robert Fico qu'à ses fonctions européennes. Jusqu'à il y a quelques semaines, l'élection présidentielle du 21 mars et 4 avril derniers, qui a vu la réélection du président Ivan Gasparovic, a occupé le centre des débats politiques en Slovaquie.

17 partis sont en lice mais 5 seulement paraissent susceptibles d'obtenir des sièges : l'Union démocratique et chrétienne (SDKU) dont la liste est conduite par Eduard Kukan, Direction-Démocratie sociale (SMER-SD) qui est emmené par Boris Zala, le Parti de la coalition hongroise (SMK) conduit comme en 2004 par Edit Bauer, le Mouvement chrétien-démocrate (KDH) et le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (LU-HZDS).

La campagne a déjà débuté. Elle est centrée sur 4 enjeux essentiels : la protection des consommateurs, le budget, la sécurité et les énergies alternatives. Ces points parlent cependant peu les électeurs slovaques, peu sensibles aux enjeux de l'environnement et de la protection des consommateurs. Beaucoup de projets tentent de stimuler la participation des plus jeunes. Celui conduit par le Centre pour la politique européenne annonce « Les 17, nous les avons déjà eus », faisant référence à l'âge (les jeunes de 18 ans sont autorisés à voter) et aux 17% de participation de juin 2004.

Les derniers sondages accordent 46% des suffrages à Direction-Démocratie sociale, 13% à l'Union démocratique et chrétienne, 11% à la formation d'extrême droite membre de la coalition gouvernementale, le Parti national, (SNS), 9% au Mouvement chrétien-démocrate, 8% au Parti de la coalition hongroise et 6% au Mouvement pour une Slovaquie démocratique.

Slovénie

Date du scrutin : 7 juin

Nombre de députés à élire : 7

Nouvelle Slovénie (NSi) est le seul parti à avoir présenté sa liste. Vainqueur du scrutin de 2004 et 2^e formation gouvernementale entre 2004 et 2008, le parti a l'habitude de commencer tôt ses campagnes électorales. La tête de liste, Alojz Peterle, avait été l'un des premiers à présenter sa candidature lors de l'élection présidentielle de 2007 qu'il avait toutefois finalement perdu face à Danilo Türk, soutenu par les partis de gauche. Autre raison de ce début de campagne hâtif de Nouvelle Slovénie : la nécessité pour le parti, non représenté au Parlement, de réunir les 3 000 signatures indispensables pour pouvoir être présent.

Le Parti social-démocrate (SD) actuellement au pouvoir a fait le choix de l'ouverture en accueillant des personnalités hors parti. Sa liste est conduite par Zoran Thaler. Le choix de l'ancien ministre des Affaires étrangères comme tête de liste a créé la surprise. Le Parti populaire (SLS) est handicapé par la démission de son leader, Bojan Srot, fin mars. Le parti tiendra son prochain congrès le 16 mai mais devra cependant déposer sa liste avant le 8 mai prochain, s'il veut être présent.

Outre les partis, les groupes de citoyens sont également autorisés à se présenter s'ils rassemblent les signatures d'au moins 3 000 électeurs. Chaque électeur et député ne peut accorder son soutien qu'une seule fois. La Slovénie impose par ailleurs à chaque liste de présenter au moins 40% de femmes et stipule que chaque sexe soit représenté dans la première moitié de la liste (soit parmi les trois premiers candidats). Comme en 2004, il semblerait cependant que la majorité des listes seront conduites par des hommes, les femmes ne figurant qu'en 2^e position. Ceci explique que le lobby des femmes slovènes ait demandé en mars dernier la parité des listes électorales.

2 enjeux principaux dans cette campagne électorale : la crise économique et les relations croato-slovènes. La dispute sur la frontière entre les deux pays est aussi vieille que leur indépendance. Ces derniers mois, elle s'est cependant intensifiée, la Slovénie allant jusqu'à bloquer le processus de négociations entre la Croatie et l'Union européenne.

7 000 électeurs de plus que lors des dernières législatives de septembre 2008 ont été enregistrés pour ces élections européennes pour lesquelles un parti doit obtenir environ 14% des suffrages pour espérer avoir au moins un élu à Strasbourg.

Selon les sondages, le Parti social-démocrate reste en tête des intentions de vote pour le scrutin européen.

Suède

Date du scrutin : 7 juin

Nombre de députés à élire : 18

17 partis politiques seront candidats : les 4 partis de l'Alliance actuellement au pouvoir

- le Parti du rassemblement modéré (M) ;
- le Parti du centre (C) ;
- le Parti du peuple-Les Libéraux (FpL) ;
- le Parti chrétien-démocrate (KD)

et les 3 principaux partis de l'opposition :

- le Parti social-démocrate (SAP) ;
- le Parti de l'environnement-Les Verts (MP) ;
- le Parti de la gauche (Vp).

Enfin, la formation anti-européenne, la Liste de juin (Junilistan), sera en lice.

Parmi les partis non représentés au Parlement, on trouve le parti d'extrême droite les Démocrates suédois (SD), Initiative féministe (FI), le Parti des pirates (PP) créé par des supporters du site internet Piratsiten, défenseur du téléchargement libre et gratuit (mais fermé dorénavant), le Parti européen du travail, membre du mouvement international de l'homme politique américain Lyndon LaRouche, Kommunistiska Förbundet (KF) d'extrême gauche, le Parti national-démocratique d'extrême droite principalement présent dans l'extrême Sud du pays. Enfin, 3 partis (l'Union nordique, le Parti national démocrate, 666 för en super EU-state med projekt 666 – 666 pour un super Etat de l'Union européenne du projet 666 (projet biblique d'une Europe protectrice du monde)) seront également en lice.

A un mois du scrutin, les Suédois se montrent peu – voire pas – intéressés par les élections européennes. L'Europe n'est cependant pas absente des débats puisque la discussion fait rage sur le coût futur de la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne. Stockholm succèdera en effet à Prague le 1^{er} juillet, un fait sur lequel, selon les sondages, les Suédois sont très avertis.

Le dernier sondage réalisé par l'institut Skop crédite le Parti du rassemblement modéré de 31,7% des suffrages, le Parti social-démocrate de 35,6%, le Parti du peuple-Les Libéraux de 8,7%, le Parti de l'environnement-Les Verts de 6,3%, le Parti de la gauche de 5,1%, le Parti du centre de 4,3%, la Liste de juin de 3,5%, le Parti chrétien-démocrate de 3% et les Démocrates suédois de 1,3%.

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.